

Pour une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers en Afrique de l'Ouest

Christian Corniaux et Guillaume Duteurtre

CE QU'IL FAUT RETENIR

Dopé par une croissance démographique exceptionnelle, le marché ouest-africain attire les investisseurs. Suite à la suppression des quotas européens, de nombreuses firmes laitières s'y sont installées. Or, ces firmes utilisent comme matière première surtout de la poudre de lait importée à moindre coût. Pourtant, des expériences montrent que la collecte du lait local peut se révéler payante pour les industries. Bien orientées par des politiques incitatives et régulatrices, les industriels ont tout à gagner de la construction d'une nouvelle alliance avec les éleveurs.



Panneau publicitaire de la gamme des produits laitiers Arla vendus au Sénégal (cliché C. Corniaux, juin 2018).

Le marché laitier ouest-africain est en forte croissance et est particulièrement attractif pour les investisseurs industriels. Tous les grands groupes laitiers européens y sont désormais présents. L'arrêt des quotas laitiers en Europe en 2015, la stagnation de la consommation intra-communautaire et l'embargo sur le marché russe ont largement contribué à cet engouement récent pour ce marché. Certes, des entreprises comme Nestlé y ont investi depuis les années 1960 au Nigéria, au Ghana ou au Sénégal. Le commerce de la poudre de lait entre l'Afrique et l'Europe avait pris de l'ampleur dès les années 1970. En revanche, depuis la fin des années 2000, la présence des firmes laitières en Afrique de l'Ouest a été marquée par de nouveaux investissements qui se sont traduits par le rachat de filiales, la création de joint-ventures, et la vente de licences ou de franchises. Ces investissements se sont accélérés au cours des années 2010. Comment se traduit cette dynamique ? Quel impact a-t-elle eu sur le tissu des entreprises laitières locales en place ? Constitue-t-elle une chance pour les éleveurs, une promesse de débouchés rémunérateurs, ou s'agit-il d'un obstacle de plus à la collecte de lait local ?

Cette note vise à éclairer ces questions. Elle propose une cartographie actualisée des implantations des multinationales laitières européennes en

zone CEDEAO, présente leur éventuelle implication dans la collecte de lait local et met en lumière les perspectives et les limites de cet essor. Ce diagnostic aboutit à la nécessité de construire une alliance renouvelée entre les firmes laitières, les producteurs et les Etats par le biais de mesures incitatives et régulatrices destinées à encourager les grands groupes laitiers à collecter davantage de lait local.

L'Afrique de l'Ouest, un marché laitier prometteur

En Afrique de l'Ouest, la consommation individuelle de produits laitiers a peu évolué depuis les indépendances. Elle est en moyenne comprise entre 50 et 100 kg/an dans les pays sahéliens, et inférieure à 20 kg/an dans les pays côtiers. En revanche, du fait de la croissance démographique (fig 1), les consommations nationales ont singulièrement augmenté et augmenteront encore dans les prochaines décennies. Par ailleurs, le nombre d'urbains sera supérieur à celui des ruraux avant 2025, ce qui se traduira par une montée en puissance du secteur de la distribution alimentaire. Cet essor de la demande garantit un débouché pour les entreprises laitières domestiques, mais aussi pour les firmes internationales qui exportent dans la sous-région.

Rang	Compagnie	Origine Pays	Collecte lait (en millions t/an)	Part du marché mondial Lait
1	Dairy Farmers of America	USA	29,2	3,5%
2	Fonterra	Nouvelle-Zélande	23,7	2,8%
3	Lactalis	France	19,6	2,4%
4	Arla Foods	Danemark	13,9	1,7%
5	Nestlé	Suisse	13,7	1,6%
6	FrieslandCampina	Pays-Bas	13,6	1,6%
7	Saputo	Canada	9,8	1,2%
8	Dean Foods	USA	9,4	1,1%
9	Amul	Inde	9,3	1,1%
10	Danone	France	8,6	1,0%
11	DMK	Allemagne	8,1	1,0%
12	California Dairies	USA	7,7	0,9%
13	Yili	Chine	7,2	0,9%
14	Glanbia	Irlande	6,5	0,8%
15	Mengniu	Chine	6,4	0,8%
16	Agropur	Canada	6,3	0,8%
17	Sodiaal	France	4,9	0,6%
18	Müller	Allemagne	4,6	0,6%
19	Schreiber Foods	USA	4,5	0,5%
20	Bongrain	France	4,1	0,5%
TOTAL			211	25,4%

Tableau 1 : Top 20 des industriels laitiers dans le monde (d'après estimations IFCN 2018)

Les multinationales laitières figurent parmi les plus grandes sociétés agro-alimentaires à travers le monde. Elles disposent toutes d'une assise internationale qu'elles soient de statut privé ou coopératif. En tête du classement figurent des entreprises européennes : Lactalis (France), Arla (Danemark), Nestlé (Suisse), FrieslandCampina (Pays-Bas). Ces sociétés sont toutes présentes en Afrique de l'Ouest, à l'instar de Danone (France), DMK (Allemagne), Glanbia (Irlande) et Sodiaal (France), également citées dans le top 20 des industriels laitiers. Pour les industriels non européens, seule Fonterra (Nouvelle Zélande) assure une présence significative en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigéria.

Tous les pays ouest-africains sont déficitaires en lait (carte 1). La place de ces importations est considérable dans les capitales où le lait de brousse est peu commercialisé en raison de l'éloignement des zones de production, des coûts induits par la logistique et de la saisonnalité de la production. Dès lors, la plupart des entreprises laitières européennes et africaines se concentrent sur l'approvisionnement du marché des capitales, notamment des grands centres urbains côtiers, en utilisant comme matière première de la poudre de lait importée. La poudre importée en vrac est alors soit ré-ensachée en petits conditionnements, soit utilisée pour fabriquer divers produits. Cette stratégie garantit à la fois de fournir le marché de masse et de s'approvisionner à faibles coûts, les prix internationaux restant en moyenne inférieurs au prix du lait local. Le produit le plus repré-

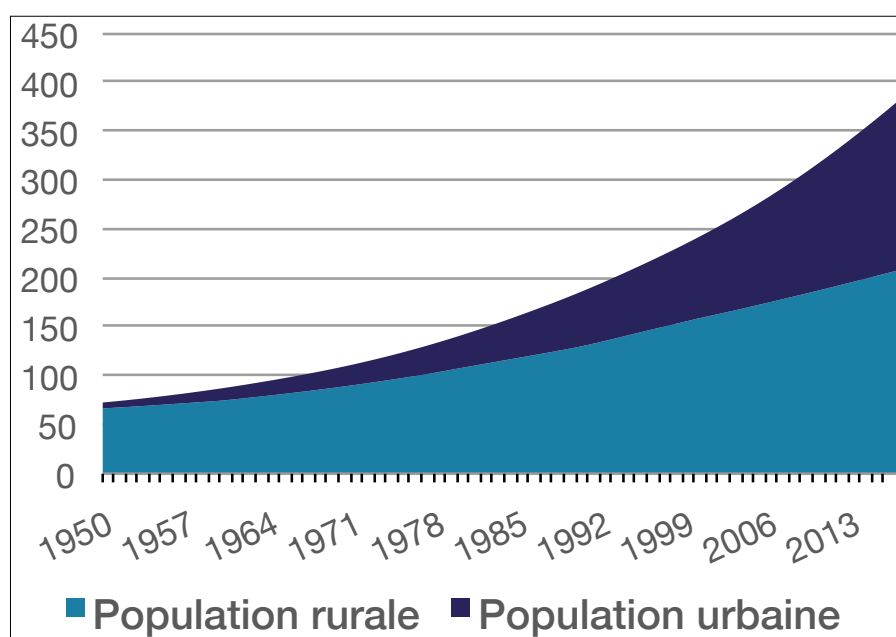
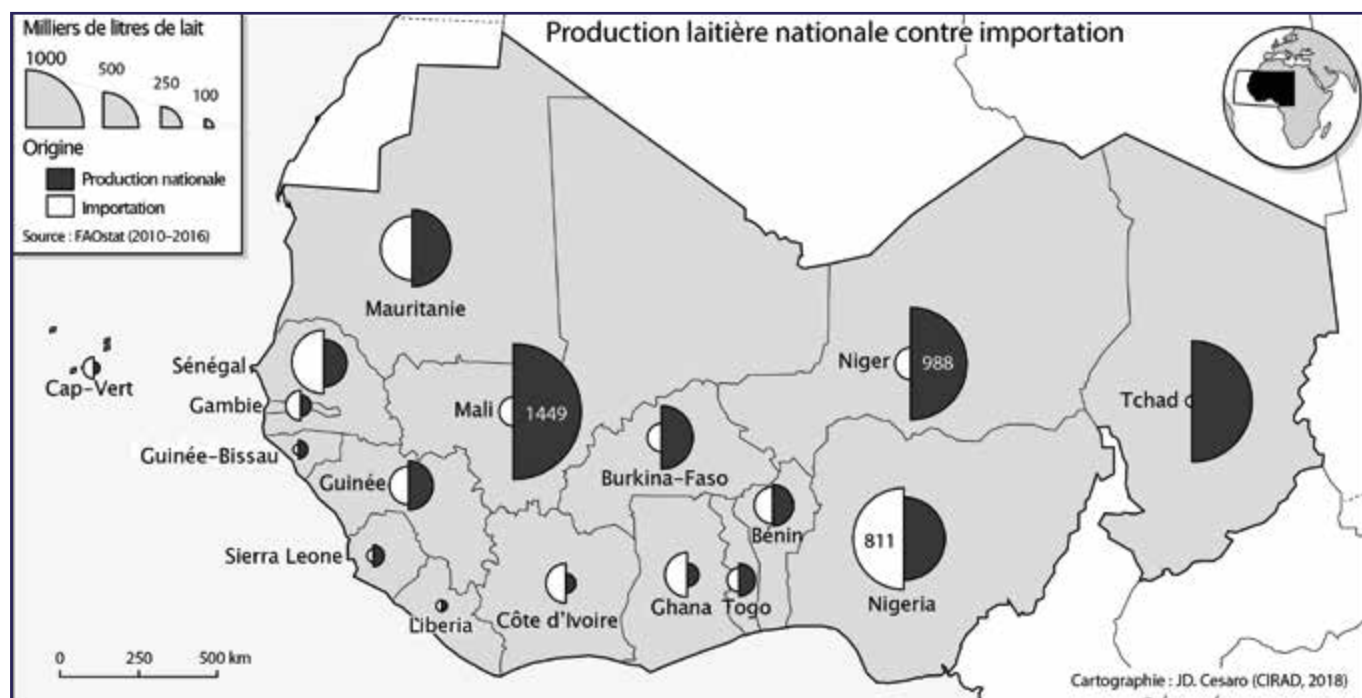


Figure 1 : Evolution de la population urbaine et rurale de 1950 à 2017 en l'Afrique de l'Ouest (en millions d'habitants) - d'après FAOSTAT, 2018.



Carte 1 : Comparaison de la production laitière et des importations de produits laitiers dans les pays de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad (d'après Corniaux, 2018).

sentatif de cette dynamique industrielle est la micro-dosette de lait en poudre qui permet à chacun d'accéder à du lait bon marché, quels que soient ses revenus. Les firmes se sont ainsi positionnées en priorité à proximité des zones portuaires. Elles proposent une large gamme de produits laitiers étudiés et adaptés aux goûts des consommateurs ouest-africains, qu'elles contribuent à façonner (Corniaux, 2018).

2015 : Accélération des implantations en Afrique de l'Ouest

La présence des groupes laitiers européens en Afrique de l'Ouest est ancienne. Nestlé, Lactalis, FrieslandCampina, ou d'autres, ont des relations commerciales datant de plusieurs décennies. L'accélération de la présence des grands groupes est toutefois récente. Elle a eu lieu depuis 2010. Le premier facteur est sans aucun doute le passage d'un seuil démographique dans les grandes capitales ouest-africaines. Aujourd'hui, Ouagadougou et Accra dépassent les 2 millions d'habitants. Dakar, Abidjan, Bamako, Kano ou Ibadan comptent chacune plus de 3 millions d'habitants. Lagos est à plus de 8 millions de résidents. La taille du marché attire toujours plus d'investissements industriels, surtout que cette croissance urbaine devrait se poursuivre

La stratégie industrielle basée sur l'importation de matières premières à bas prix a été favorisée par les politiques commerciales libérales qui ont été conduites en Afrique de l'Ouest depuis le début des années 2000. La réduction des tarifs douaniers, très favorable aux importations, s'est justifiée à la fois par les négociations à l'OMC, mais aussi par la volonté des gouvernements de privilégier l'accès des consommateurs à des produits de base à bas prix. Au sein de la CEDEAO le tarif extérieur commun (TEC) adopté en 2014-2016 prévoit un niveau de taxation de la poudre de lait en vrac de seulement 5%.

Niveaux du TEC (tarif extérieur commun) pour les produits laitiers adoptés par la CEDEAO en 2014-2016

Lait et crème de lait en poudre (vente en pharmacie)	1	5%
Lait et crème de lait en poudre (emballages de + de 25 kg)	1	5%
Lait concentré - de 1,5% m.g.	1	5%
Huile de beurre et matières grasses de beurre industrielles	1	5%
Lait et crème de lait en poudre (emballage de - de 25 kg)*	2	10%
Lait concentré + de 1,5% m.g. (emballage de + de 25 kg)	2	10%
Lait concentré + de 1,5% m.g. (emballage de - de 25 kg)	3	20%
Lait et crème de lait (non concentré, non additionné de sucre)	3	20%
Beurres et fromages	3	20%
Yaourts	4	35%

Source : TEC CEDEAO 2017 Version Sydam World Libelle révisé (site web des douanes CI)

(*) lait en poudre entier et lait en poudre réengraissé en matières grasses végétales.

à un rythme élevé selon les prévisions démographiques. Mais c'est surtout l'arrêt des quotas laitiers en Europe qui a été le facteur accélérateur.

➤ 2015 : ARRÊT DES QUOTAS LAITIERS EN EUROPE

L'arrêt des quotas laitiers qui régissaient le marché européen est effectif depuis avril 2015. Comme attendu, la production a sensiblement augmenté dans les pays du Nord de l'Europe. Les coopératives Arla (au Danemark), FrieslandCampina (aux Pays-Bas) et le groupe Glanbia (en Irlande), par exemple, ont enregistré des hausses de 20 à 30 % du niveau de la collecte. Des tours de séchage ont été construites. La politique agricole européenne continue d'appuyer indirectement la production¹. Dans un contexte de stagnation du marché européen, d'embargo sur le marché russe et de restructuration à termes de la production laitière chinoise (premier importateur mondial), les firmes européennes ont accéléré leurs prospections sur les marchés d'avenir. La priorité pour ces firmes du Nord de l'Europe est sans aucun doute de gagner des parts de marché à l'export, et notamment sur le marché de la poudre en Afrique de l'Ouest. Mais le commerce de la poudre n'est pas la seule activité touchée par ces mutations. Les stratégies des grandes firmes internationales comme Danone, Nestlé ou Sodiaal consistent à se déployer sur tous les continents par l'exportation de produits de grande consommation, ou par le rachat d'entreprises.

➤ RENFORCEMENT DES INSTALLATIONS DANS LES PAYS CÔTIERS

En Afrique de l'Ouest, le tissu industriel laitier est particulièrement dense autour des grandes capitales portuaires et à Bamako (carte 2). 80 % de ces entreprises utilisent exclusivement du lait en poudre et près de 50 % d'entre elles sont spécialisées dans le re-conditionnement de cette poudre à partir d'une importation en vrac, s'assurant ainsi une taxation à seulement 5 % (encadré 2). C'est sur ce tissu d'entreprises que se sont appuyées les firmes européennes pour développer leurs activités.

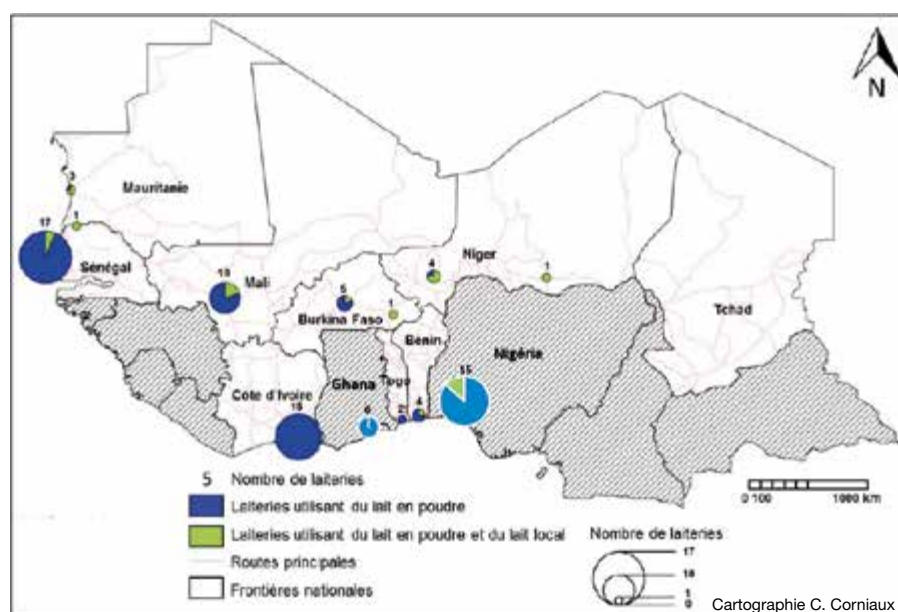


Fan Milk / Danone au Ghana : vente ambulante de glaces (photo internet, site FanMilk)

À l'exception notable de Nestlé, toutes les firmes laitières européennes sont associées à des entreprises privées implantées dans les pays ouest-africains (carte 3 et tab 2). Elles bénéficient ainsi de facilités administratives, de connaissances du marché et de circuits de distribution. Plusieurs types d'association sont possibles pouvant aller du contrat d'exclusivité jusqu'au rachat en passant par la franchise, la vente de licence et les *joint-ventures*.

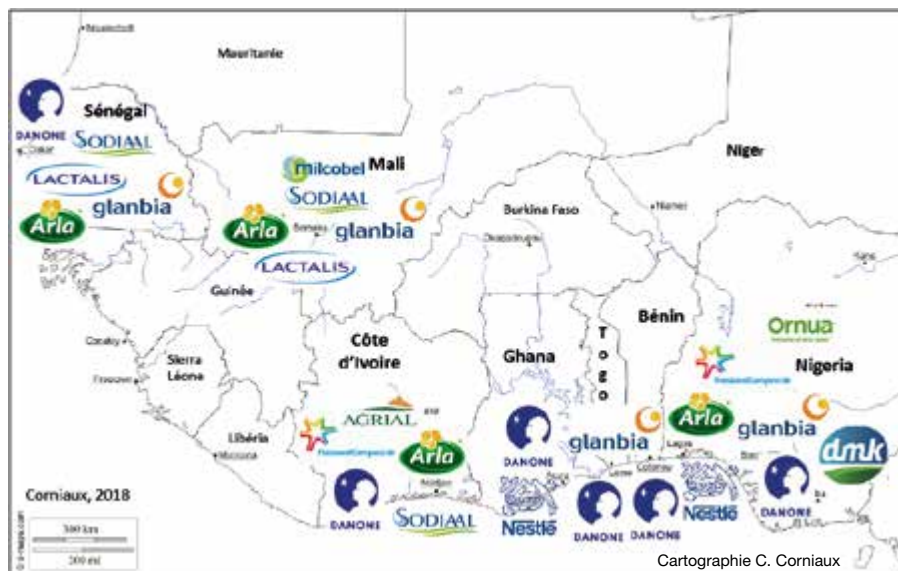
En l'absence de base de données internationale disponible sur le sujet, le

montant réel des investissements des grands groupes laitiers en Afrique de l'Ouest peut être estimé en se basant sur les communications de presse. L'hebdomadaire Jeune Afrique rapporte que FrieslandCampina a mené le rachat de l'activité laitière d'Olam en Côte d'Ivoire en 2015 pour 25 millions de US \$. Cela comprenait la laiterie de 80 employés d'Abidjan (18,7 millions de US \$) qui transforme du lait frais ainsi que du lait en poudre, et le droit de diffusion de la marque Pearl (6,3 millions de US \$). Jeune Afrique rapporte également que le groupe Abraaj avait



Carte 2 : Nombre de laiteries industrielles en Afrique de l'Ouest (d'après Corniaux, 2018)

1. Si les aides directes à l'exportation ont été supprimées, et bien que cela soit débattu, les aides dont bénéficient les exploitations agricoles en Europe (par exemple pour l'aliment bétail) impactent la compétitivité du lait européen.



Carte 3 : Positionnement des multinationales laitières européennes en Afrique de l'Ouest (d'après Corniaux, 2018)

Seules les firmes européennes ayant des accords avec les entreprises locales et directement impliquées dans la production ou le repackaging de produits laitiers sont prises en compte dans la carte. La présence commerciale de DMK (lait UHT Rose), Lactalis (marques Bridel et Président) ou Nestlé (marques Nido et Gloria) dans de nombreux autres pays ouest-africains, n'est pas ici figurée.

A noter que Nestlé Sénégal a cessé ses activités de transformation laitière en 2003 (transfert au Ghana). Sodiaal a arrêté sa collaboration avec Tiviski (Mauritanie) en 2015.



Carte 4 : Principales laiteries industrielles collectant du lait en Afrique de l'Ouest (d'après Corniaux 2018)

acquis Fan Milk pour 350 millions de US \$ avant que Danone ne s'offre progressivement le contrôle de l'entreprise.

Au-delà du marché national, les entreprises implantées en Afrique de l'Ouest visent souvent le commerce avec les pays voisins. Ainsi, la Satrec (Glanbia) implantée au Sénégal exporte vers la Guinée. De même, la société Sitrapal (Glanbia) exporte du Togo vers le Burkina et le Niger, la société Eurolait

(qui détient une franchise Sodiaal) exporte de la Côte d'Ivoire vers le Mali, et l'entreprise Nestlé du Ghana exporte vers toute l'Afrique de l'Ouest.

► INTÉRÊT MESURÉ POUR LA COLLECTE DE LAIT

Dans ce panorama des industries laitières, la place du lait local est relativement mineure. Aujourd'hui, sur une centaine d'entreprises dénombrées en

Afrique de l'Ouest, environ 80 ne collectent pas de lait local. Depuis la fin des années 2000, la place du lait local tend néanmoins à se renforcer.

Pour les multinationales européennes, en particulier, l'intérêt pour la collecte de lait local prend de l'ampleur (cartes 3 et 4, tab 2). En se portant acquéreur de 30% du capital de la Laiterie du Berger implantée au nord du Sénégal, Danone fait figure de précurseur. L'idée fait aussi son chemin dans les directions des autres grands groupes laitiers. Arla cherche à développer sa collecte depuis son arrivée en 2015 au Nigeria. FrieslandCampina collecte du lait au Nigeria. A l'échelle de ces multinationales, les volumes collectés localement sont encore très faibles (tab 2). Néanmoins, le mouvement est enclenché et la porte des laiteries est désormais ouverte à l'approvisionnement local, en particulier dans les pays sahéliens.

Au total, une vingtaine de laiteries ouest-africaines collectent du lait local (carte 2, tableau 2). Pour ces entreprises, la collecte locale intervient en complément de l'utilisation de poudre qui reste la matière première majoritaire. Seules 2 laiteries utilisent exclusivement du lait local : il s'agit de la Laiterie de Fada N'Gourma au Burkina Faso et de la laiterie Tiviski² en Mauritanie. Ces initiatives de collecte sont-elles un feu de paille ? Ou bien constituent-elles un réel espoir pour le développement de la production laitière en Afrique de l'Ouest ? Que recherchent les grandes entreprises européennes dans la collecte du lait local ?

Les investissements dans la collecte procèdent d'abord d'un engagement croissant des firmes à se conformer aux principes de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Les raisons de cet intérêt sont aussi la volatilité du cours mondial du lait en poudre, et le développement d'un marché pour les fromages ou les produits typés ou onctueux plus faciles à élaborer avec du lait local. La collecte de lait locale procède aussi parfois d'une obligation contractuelle avec l'Etat : c'est le cas de la laiterie MaliLait à Bamako ou d'Arla au Nigeria. Enfin, le développement global des infrastructures (routes, électricité, forages, ...) et la structuration ponctuelle de bassins laitiers autour des villes ou des minilaiteries sont des facteurs déterminants dans ce nouvel engouement pour le lait local.

2. Tiviski a utilisé de la poudre de lait par le passé pour fabriquer le lait UHT Candia.

Laiterie Européenne	Création*	Partenaire ouest-africain	Pays	Marque et principaux produits laitiers	Capacité**	Collecte lait local	Usage de Fat filled
Arla	2015	Tolaram Group	Nigéria	Dano : poudre, yaourts		Oui (3 000 l/j)	Oui
	2016	Attieh Group	Sénégal	Dano : lait en poudre	5 000 t/an	Non	Oui
			Mali	Dano : lait en poudre		Non	Oui
	2016	Mata Holding	Côte d'Ivoire	Dano : lait en poudre	2 000 t/an	Non	Oui
Milcobel	2009	Disnepal	Mali	Incolac : lait en poudre		Non	Non
Danone	2015	Abraaj	Ghana, Nigéria, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin	Fan Milk : crème glacée		Non	Oui
	2008	Laiterie du Berger	Sénégal	Dolima : yaourts	15 000 l/j	Oui (3 000 l/j)	Non
DMK	2017	Chellarams	Nigéria	Oldenburger : lait UHT, poudre ; Regal : lait en poudre		Non	Non
Friesland Campina	2010	Wamco Nigeria	Nigéria	Peak : lait en poudre	1 500 000 l/j	Oui (6 000 l/j)	?
	2016	ex Sapled/Olam	Côte d'Ivoire	Belle Hollandaise : lait évaporé, poudre ; Pearl : lait concentré		Oui ?	?
Glanbia	1992	Satrec	Sénégal	Ardo : yaourts ; Vitalait : lait reconstitué, poudre ; Bestlait : poudre vrac	12 000 t/an	Non	Oui
	2000	Sicoma	Mali	Vivalait : lait en poudre ; Millac, Bestlait : poudre vrac	8 à 10 000 t/an	Non	Oui
	2008	Sitrapal	Togo	Vivalait : lait en poudre ; Millac : poudre vrac	8 à 10 000 t/an	Non	Oui
	2003	PZ Cussons	Nigeria	Nutricima : lait en poudre		Non	Oui
Lactalis		Meroueh	Sénégal	Laicran : lait en poudre		Non	Non
		ISPL	Sénégal	Bridel, Président : lait UHT		Non	Non
	1994	MaliLait	Mali	MaliLait : lait frais, yaourts, fromage blanc	60 000 l/j	Oui (15 000 l/j)	Non
		Cotim	Mali	Laicran : lait en poudre		Non	Non
Nestlé	1957		Ghana	Nido : lait en poudre ; Gloria : lait condensé et lait en poudre ; Ideal : lait en poudre		Non	Oui (pour Gloria et Ideal)
	1961		Nigéria	Nido : lait en poudre ; Milo : boisson chocolatée	8 000 t/an (Milo)	Non	Non
Ornua	2015		Nigéria	Kerry Gold : lait en poudre		Non	
Sodiaal		Eurolait	Côte d'Ivoire	Yoplait : yaourts (pots et sachets) ; Candia : lait UHT	40 000 l/j	Non	Non
	2005	Eurolait	Mali	Yoplait : yaourts (sachets) ; Calin : fromage blanc	30 000 l/j	Oui (400 l/j)	Non
	2005	Kirène	Sénégal	Candia : lait UHT	10 000 l/j	Oui (2000 l/j)	Non

Tableau 2 : Principales caractéristiques des laiteries européennes en Afrique de l'Ouest

(*) création : date de la joint venture ou création entreprise (sauf FrieslandCampina = date début collecte)

(**) capacité : en l EqLait ou en t de poudre

Données issues d'entretiens, de la revue bibliographique et d'articles de presse.

L'impact sur les producteurs locaux de lait

› LES PROMESSES ET LES LIMITES D'UNE COLLECTE INDUSTRIELLE DU LAIT

Les emplois générés par la vingtaine d'industriels qui collectent du lait en Afrique de l'Ouest sont importants. A titre d'exemple, la laiterie Tiviski emploie directement près de 250 agents à Nouakchott, Rosso et Bogué, mais l'entreprise estime avoir créé indirectement 3 000 emplois chez les éleveurs, les collecteurs et les fournisseurs de fourrages et de concentrés. Au Sénégal, la Laiterie du Berger emploie 250 salariés et collecte auprès de 800 familles. Ses produits sont aussi distribués dans plusieurs milliers de boutiques disséminées dans tout le pays. Solani, au Niger, fait travailler 85 salariés et une trentaine de fournisseurs (dont centres de collecte) qui impliquent près de 1 500 familles de producteurs. Certes, les industries qui n'utilisent que du lait en poudre génèrent aussi des emplois. En moyenne, elles embauchent chacune une centaine de salariés et engendrent indirectement de l'emploi en aval dans le réseau de distribution. Mais à la différence des entreprises « 100% poudre », la collecte industrielle locale fait vivre aujourd'hui directement 15 à 20 000 familles d'éleveurs et de collecteurs en Afrique de l'Ouest. Ce sont ces 20 000 familles, mais aussi les dizaines de milliers fournissant les autres canaux du lait local (marché informel, minilaïteries), qui sont menacées par le développement des importations du lait en poudre.

En termes de revenus, il existe une grande diversité de situations en fonction des volumes de lait livré par les familles. La LDB au Sénégal fournit ainsi des revenus annuels variant entre 250 000 et 500 000 Fcfa par famille. En Mauritanie, de nombreuses familles gagnent plus de 1 million Fcfa/an en fournissant des entreprises telles que Tiviski ou TopLait. En milieu rural, ce sont des revenus conséquents et réguliers, perçus en majorité directement ou indirectement par les femmes.

Mais le nombre de familles impliquées pourrait être beaucoup plus important. La production ouest-africaine est estimée à 4 milliards de litres de lait trait. Le cheptel est détenu en grande majorité

par des centaines de milliers de familles d'éleveurs pastoraux ou agro-pastoraux valorisant les parcours naturels et les résidus de récolte. Ces élevages familiaux sont pour la plupart très isolés. Faute de systèmes de collecte performants, seuls 60 millions de litres sont transformés par les laïteries (soit moins de 2 %). Le reste du lait local est d'abord auto consommé, parfois transformé au campement, ou commercialisé sur les marchés de brousse. La marge de progression pour la collecte industrielle locale est par conséquent très élevée. C'est à ce niveau que les grands groupes laitiers européens, désormais installés en Afrique de l'Ouest, peuvent agir. Leur pouvoir financier, technique et commercial doit être mis à profit pour développer l'approvisionnement local. Au-delà de l'intérêt économique à y trouver, il est ici question de Responsabilité Sociale des Entreprises, largement mise en avant dans les stratégies et les discours des multinationales.

Mais des discours aux actes, le chemin peut être long. Les expériences actuelles de structuration de la collecte menées en zones pastorales et agropastorales, notamment dans les pays sahéliens, montrent qu'elle est possible, mais elle est souvent limitée sur les volumes et des exemples récents questionnent l'équité de la relation contractuelle avec les producteurs (baisse unilatérale des prix ou des volumes collectés). Dans ces zones rurales, les entreprises ont du mal à trouver du lait en quantité suffisante toute l'année, en dépit du nombre important d'animaux. C'est pourquoi elles soutiennent l'intensification progressive des systèmes d'élevage. Elles investissent aussi dans la collecte auprès de fermes laitières commerciales périurbaines. Si ce modèle de collecte périurbaine n'exclut pas le lait de brousse, il pourrait à termes minimiser la place des éleveurs pastoraux et agro-pastoraux. A titre d'exemples, Friesland Campina et Arla au Nigéria, la Laiterie du Berger et Kirène au Sénégal comptent à l'avenir sur un approvisionnement de plus de 50 % des fermes laitières. Par ailleurs, la mise en place d'une collecte régulière de lait dans les campements pastoraux modifie souvent les circuits de l'argent du lait. Les maris peuvent s'octroyer des droits sur le lait d'animaux qu'ils possèdent. Le risque de perte de revenus par les femmes est important. Il doit être pris en considération lors de l'opérationnalisation de la collecte.

Pour contribuer au développement durable des économies africaines, les firmes laitières doivent donc opérer un véritable virage stratégique en faveur de la collecte de lait auprès des élevages familiaux. Leurs obligations en termes de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) les contraignent à évaluer leurs impacts sur les territoires dans lesquels elles s'implantent. Vendre uniquement du lait en poudre est un risque potentiel pour les firmes de se voir pointées du doigt par les Etats ou par la société civile pour pratiques non « responsables » (au sens de la RSE). Les stratégies « hors-sols » de certains grands groupes sont d'ailleurs déjà dénoncées par certaines ONG et des représentants du monde paysan en Afrique et en Europe..

› MESURES À PROMOUVOIR EN FAVEUR DE LA COLLECTE DE LAIT

• Rendre le lait en poudre importé moins attractif pour les industriels

Encourager la collecte locale passe par des mesures fiscales adaptées. L'augmentation du niveau de taxation des importations du lait en poudre à des niveaux supérieurs à 5% est souvent évoquée par les organisations d'éleveurs ouest-africaines. Ces augmentations permettraient d'améliorer la compétitivité-prix du lait local tout en contribuant à renforcer les recettes fiscales. Elles pourront d'abord viser les importations de mélanges de lait écrémé et de matières grasses végétales dont l'usage a sensiblement augmenté en zone CEDEAO ces cinq dernières années en raison de son prix très avantageux. En cas d'application brutale, les effets d'une telle mesure pourraient cependant être néfastes pour la consommation urbaine. Il convient donc d'envisager la hausse progressive, au rythme de l'augmentation de la collecte, du niveau du TEC à l'échelle de la CEDEAO tout en appuyant l'essor de la collecte.

• Rendre le lait local plus attractif pour les industriels

De façon concomitante, les mesures fiscales à préconiser devraient aussi permettre de baisser les coûts de production et de transformation du lait (en moyenne le litre de lait local est vendu à plus de 300 FCfa). Ces mesures concerneront l'exonération du matériel de traite, de pasteurisation et de transformation du lait local, et dans une moindre mesure l'aliment de bétail.

Elles concernent surtout l'**exonération de TVA pour les produits laitiers fabriqués à base de lait local**. Le contrôle de ce type de mesure est certes délicat en raison des mélanges pratiqués entre lait local et lait en poudre dans les processus de fabrication de certains produits laitiers. Mais **la mesure aurait l'avantage de profiter, à priori, à la fois aux producteurs et aux industriels s'ils transforment le lait local**.

- **Amener progressivement les industries à atteindre un taux minimal de collecte**

Les Etats, préoccupés à la fois par leur balance commerciale déficitaire et le développement des zones rurales, peuvent aussi envisager certaines mesures plus incitatives ou coercitives. Il s'agit surtout d'exiger dans le cahier des charges des entreprises, au moment de l'obtention de la licence, un pourcentage ou un quota minimal de collecte de lait dans la transformation des produits laitiers. Les mesures existent au Mali et au Nigéria, même si elles ne sont pas toujours appliquées de manière intégrale. **Le barème minimum est de l'ordre de 10 à 20 %**. Les entreprises peuvent se heurter à un déficit d'approvisionnement notamment en saison sèche. C'est pourquoi de telles mesures nécessitent d'être

soutenues par des politiques d'appui au développement de la production locale (voir ci-dessus).

- **Favoriser la contractualisation et responsabiliser aussi les fournisseurs de lait**

Enfin, des organisations de producteurs et des laiteries revendiquent le besoin d'assurer un cadre légal pour la contractualisation entre éleveurs et industriels, **garantissant des engagements équitables sur les volumes et les prix**. Le renforcement des interprofessions peut contribuer à mettre en place un tel cadre légal adapté aux conditions locales.

En conclusion

Le lait local ne sera pas la matière première exclusive des firmes laitières européennes et de leurs partenaires en Afrique de l'Ouest ni à court, ni à moyen terme. Néanmoins, la collecte locale doit être encouragée pour promouvoir un développement harmonieux des filières laitières qui impactent favorablement les éleveurs et les agro-pasteurs. Le lait de collecte a déjà une place importante dans les stratégies de « Responsabilité Sociale des Entreprises » de certaines firmes. L'essor des minilaiteries, qui a démarré au

début des années 1990, a montré la voie pour dynamiser des bassins laitiers. Mais ce modèle de micro-entreprises a aussi montré ses limites en termes de volumes collectés et d'emplois créés. L'aventure industrielle des années 2010 pourrait permettre de donner un nouveau souffle au développement de la collecte de lait local. La puissance financière des multinationales doit pouvoir y contribuer.

Pour cela, la CEDEAO et les Etats membres devront conduire une politique volontariste alliant mesures fiscales et financement de programmes d'appui à la production et à la collecte. L'accueil des firmes laitières et les avantages fiscaux consentis devront être conditionnés à des engagements des firmes en termes de collecte de lait local et de modèles agro-pastoraux à soutenir. Dans de nombreux pays où le secteur laitier présente une importance sociale similaire à celle de l'Afrique de l'Ouest, les firmes laitières implantées sont tenues d'incorporer un pourcentage minimum de lait local dans leurs procédés de transformation. L'Afrique de l'Ouest pourrait s'inspirer de ce modèle afin de promouvoir une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers.

A propos des auteurs

Christian Corniaux est chercheur au CIRAD. Ingénieur agronome et zootechnicien de formation, il a coordonné plusieurs projets de recherche régionaux et mené de nombreuses expertises sur les filières laitières au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Il anime le Pôle Pastoralisme et Zones Sèches depuis 2013 (www.ppzs.org).

Guillaume Duteurtre est agro-économiste au CIRAD. Il conduit des recherches sur les filières animales et les politiques d'élevage en Afrique et en Asie du Sud-Est.

» POUR EN SAVOIR +

Corniaux C., Duteurtre G., 2018 : Dynamiques des filières laitières dans les 15 pays de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad. Rapport de synthèse provisoire. Etude réalisée par le CIRAD pour le compte du Hub Rural, Dakar, octobre 2018, 70 p. + annexes

Corniaux C., 2015. L'industrie laitière en Afrique de l'Ouest : histoire, stratégies et perspectives. CIRAD, projet MilkWay, PPZS, Dakar, 36 p. + annexes https://agritrop.cirad.fr/575311/1/document_575311.pdf

Choplin G., 2016. L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest. Etude réalisée à la demande d'Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique, Juin 2016, 26 p. <https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2016/10/EtudIndusLait-FR.pdf>

Orasmaa T., Duteurtre G., Corniaux C., 2016 : "The end of EU milk quotas - Implications in West Africa". Montpellier, CIRAD, 55 p. http://agritrop.cirad.fr/584599/1/The_end_of_EU_milk_quotas_2016.pdf

